



NI TRÊVE NI HUMANITÉ SOUS LE CAPITALISME

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances prépare en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée.

Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui

travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous avons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

Chantage patronal

À Paris 15, après le déclenchement d'une expertise, plébiscitée par les collègues lors de la consultation, la direction lance sa machine de guerre. C'est parti pour le chantage : si nous voulons la prime, si nous ne voulons pas de mixtes supplémentaires, si nous voulons un vendredi sur quatre... il faudrait renoncer à cette expertise.

On nous met le pistolet sur la tempe, en toute illégalité soit dit en passant. Car tout ce cirque est un prétexte pour nous faire taire. Et accepter tête baissée les desideratas de la direction. Que ce soit sur la question de l'organisation du travail, ou sur celle de la prime, à nous de lui imposer nos volontés.

Les maîtres-chanteurs ont leurs porte-voix

Dans la guerre qu'elle nous mène, la direction a cherché à nous monter contre l'expertise, jusqu'à souffler l'idée d'une pétition. Elle a réussi à embringer un certain syndicat et nous avons reçu un tract édifiant au bureau, qui nous détaille les avantages de la réorganisation sans expertise. Mais rassurez-vous, ces collègues restent « plutôt d'accord sur la nécessité que tout soit bien mis en œuvre pour [nous] accueillir ». À la lecture, on n'aurait pas cru.

« Quel dommage ! », en effet, que certains reprennent la propagande de la direction, dont le seul but est de faire le plus de profit possible en nous enfonçant la tête sous l'eau.

Logique patronale

Cela fait des semaines que la direction nous pousse à poser tous nos congés avant la fin de l'année. Pour les vacances donc... Sauf en janvier ! Ça coûterait trop d'argent selon la direction. Alors d'une part, de l'argent, La Poste n'en manque pas, et d'autre part, leur bazar comptable, on n'en veut pas. Les congés c'est quand nous le voulons ! Et tant pis pour les petits calculs de la direction.

106 millions de colis : ras-la-hotte

Le trop plein de paquets avant Noël, c'est plus que prévisible. Mais pas d'embauches en vue... Si le père Noël n'a jamais fait grève, nous on peut le faire !

La Poste ou le choléra

L'intérim, qui concerne beaucoup de collègues des plateformes industrielles du courrier (PIC), n'est pas une situation souhaitable. Être intérimaire aujourd'hui, c'est être dans une situation précaire. C'est pouvoir perdre son boulot du jour au lendemain ou être changé de poste au bon vouloir de la direction. D'un autre côté, postuler à un CDI, c'est voir son salaire diminuer d'au

moins 200 euros, ce qui est inenvisageable pour beaucoup. Pour ne pas devoir choisir entre la peste de l'intérim et le choléra du CDI, il faudra imposer une mesure de santé publique : des embauches et des augmentations de salaires !

Les Chronopost continuent de défier La Poste

Les travailleurs sans-papier de Chronopost à Alfortville travaillent, certains depuis plusieurs années, à nos côtés. Mais ils sont embauchés, via des sous-traitants, par une filiale du groupe La Poste, qui refuse de reconnaître sa responsabilité d'employeur et de les régulariser. Une façon de maintenir ces collègues dans une situation de précarité qui permet de les exploiter à outrance.

À l'occasion des deux ans de leur lutte, les travailleurs de Chronopost se réunissent une nouvelle fois devant la préfecture de Créteil pour demander la régularisation. Une lutte essentielle dans un contexte où la Loi immigration du gouvernement voudrait nous diviser, en rendant la vie impossible à ceux qui fuient la guerre et la misère.

Entre 2019 et 2020, des collègues sans-papiers dans la même situation avaient réussi à imposer à La Poste des régularisations. Contre le patronat de combat, seule la lutte paye !

Paris 2024 : Bouygues occupé !

Le chantier Arena, l'un des futurs sites des Jeux olympiques 2024 de Paris, a été brièvement occupé par une cinquantaine de manifestants. Leur objectif : protester contre la situation des travailleurs sans-papiers. Bouygues refuse que les travailleurs sans-papiers ayant déposé en préfecture une demande de permis de séjour reviennent travailler sur son « chantier exemplaire ».

On lui répond : « pas de papiers, pas de JO » !

Après Crépol, l'agression raciste, la vraie

Un postier a été agressé à Roman-sur-Isère, sur le lieu de sa tournée. Il venait du quartier de la Monnaie, celui-là même où les fachos, instrumentalisant le meurtre du jeune Thomas, ont défilé pour vomir leur haine raciste quelques temps avant.

Parce qu'il portait un prénom arabe, et qu'il ne ressemblait pas aux crânes rasés qui l'ont menacé, le collègue a été victime d'une agression. Six contre un, avec un couteau. En plus de porter des idées abjectes, ces nervis font preuve d'un courage plus que douteux. Si la victime s'en est sortie saine et sauve, ces violences sont vouées à se reproduire, encouragées par la propagande xénophobe du gouvernement.

À nous de nous défendre, et de défendre nos frères et sœurs de classe contre le poison du racisme !

